

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 22 septembre 2014

1. Conférence de presse : des messages qui passent difficilement

⇒ Un peu moins de la moitié des Français disent ne pas avoir assez entendu parler de la conférence de presse pour pouvoir juger des différents items.

➤ Le clivage gauche-droite ne joue pas sur ce point. En revanche, **les plus éloignés de l'information politique (les CSP- et les jeunes en particulier) sont plus nombreux à ne pas se prononcer** (jusqu'à 60%). Le dispositif actuel laisse ainsi toute une partie des Français hors des rayons de notre message.

⇒ Parmi ceux qui disent pouvoir en juger, **seules les explications sur la politique étrangère de la France ont convaincu** (34% contre 18%). Les résultats sont **inverses sur la politique économique** (16% estiment que le PR l'a « *bien expliqué* » contre 36% non), ce qui rejoint le sondage Harris Interactive de vendredi soir, plus précis.

Les jugements sur les traits d'image restent critiques : 19% contre 45% ont trouvé le Président « à l'écoute des préoccupations des Français » ; 19% contre 49% ont jugé qu'il s'est « *montré à la hauteur de sa fonction* ».

A noter que 24% contre 37% l'ont trouvé « *davantage réaliste sur la situation de la France* », signe que les Français qui l'ont entendu ne l'ont pas trouvé trop grave ou pessimiste sur la réalité du pays (distance entre le jugement de l'opinion et des médias).

2. Une volonté réformatrice toujours aussi importante...

⇒ **70% des Français sont convaincus que « la France doit être réformée en profondeur »** et 20% qu'elle « *doit être réformée, mais à la marge* ». **9% seulement pensent qu'elle « n'a pas besoin d'être réformée »**. Seuls les sympathisants FN sont un peu plus nombreux à souhaiter le statu quo (17%), mais même chez eux la demande de réforme en profondeur reste majoritaire (62%).

⇒ **Presque la moitié des Français (44%) pensent que le gouvernement « a la volonté de conduire les réformes »**, ce qui est relativement élevé. A noter cependant que ce chiffre n'a **pas bougé en deux semaines** : la DPG et la conférence de presse n'ont donc pas convaincu davantage de Français de la volonté réformatrice du gouvernement.

3. ... mais un gouvernement jugé trop faible pour réussir ces réformes

⇒ Parmi les 44% de Français qui croient que le gouvernement veut conduire les réformes, **seuls 14% pensent qu'il y parviendra**, contre **30% qui pensent qu'il a la volonté mais n'y parviendra pas**. Le différentiel se réduit (-5 par rapport à il y a deux semaines) mais reste important.

⇒ **Le vote de confiance ne semble pas avoir apporté un surcroît d'autorité ou de capacité d'action** au gouvernement : 36% des Français pensent que M. Valls « *sort renforcé* » du vote de confiance (contre 63% non) ; et 39% qu'il « *parviendra à mener sa politique* » (contre 60% non). Les électeurs de F. Hollande sont les seuls à penser, à une majorité relativement courte, que M. Valls parviendra à mener sa politique (56%) et qu'il sort renforcé de cette séquence (53%).

⇒ Pourtant, le PS reste, avec l'UMP, le parti susceptible de « *défendre le mieux les valeurs de solidarité et d'égalité du modèle social Français* » (23% chacun). **Mais la concurrence est rude**, d'une part avec le **Front de Gauche** (21%), au discours plus clairement identifié que le nôtre à des valeurs (même si ses solutions sont davantage rejetées) ; d'autre part avec le **Front National** (19%).

➤ **Le volontarisme du gouvernement est ainsi vu, mais le sens de son action toujours pas** : 17% des Français pensent que le gouvernement « *sait où il va* ». Cela joue sans doute dans l'interprétation des résultats : **il est difficile de croire en la réussite du gouvernement lorsque ses objectifs restent confus aux yeux des Français** (les objectifs chiffrés sont en général perçus comme trop abstraits - cf. croissance - ou décrédibilisés - cf. courbe du chômage).

4. Fiscalité : des Français qui restent incrédules, minés par un sentiment d'injustice

⇒ Seuls **26% des Français jugent « crédibles » les annonces fiscales de M. Valls** sur les réductions d'impôts, contre 74% qui n'y croient pas.

A noter que **ceux qui paient l'impôt sur le revenu sont moins nombreux encore à y croire** (23%).

⇒ Autre signe d'incrédulité, **73% des Français ne croient pas que ces mesures vont « contribuer à rendre le système fiscal plus juste »**. A noter qu'il s'agit d'un renversement : lors des premières annonces de baisse d'impôt fin mai, 60% des Français estimaient alors qu'elles pouvaient contribuer à rendre le système fiscal plus juste.

Les assujettis à l'impôt sur le revenu sont aujourd'hui, là encore, plus nombreux que la moyenne (78%) à ne pas croire que ces mesures peuvent rééquilibrer l'injustice perçue. Même les sympathisants de la majorité ne sont pas convaincus (53% contre 47%).

Au total, **47% des Français et 60% des professions intermédiaires** (classes moyennes) **pensent qu'ils paieront plus d'IR l'année prochaine** ; 11% seulement estiment qu'ils en paieront moins.

➤ **La mise en avant de la baisse du nombre contribuables assujettis à l'IR semble avoir soulevé des craintes que l'effort fiscal devienne plus lourd pour les autres**. La formulation de la question, très explicite pour dissiper les doutes, n'a pas suffi (« *M. Valls a annoncé que plus de 6 millions de ménages vont bénéficier de baisses d'impôts. Il a précisé que ces baisses d'impôts ne seront pas compensées par une hausse des impôts des autres contribuables ou par une hausse de la TVA* »), dénotant la profondeur de la défiance sur ce sujet. **Poursuivre le travail de pédagogie paraît important pour combattre ces craintes**.

1. Retraites : un geste vu comme faible, à ne pas survaloriser

⇒ Pour **82% des Français**, les annonces concernant les retraites (augmentation du minimum vieillesse et prime exceptionnelle de 40 euros) ne sont **pas suffisantes**.

➤ Il paraît ainsi **difficile de pouvoir aller au-delà de la ligne actuelle en termes de valorisation de la mesure**, sauf à ne plus être entendu par l'opinion (i.e. reconnaître que ce n'est pas beaucoup, mais que l'essentiel était d'éviter une dégradation du pouvoir d'achat des petites retraites).

A noter que **les moins de 35 ans sont nettement plus nombreux à juger ce geste suffisant** (32%), signe que la redistribution se grippe...

2. Irak : une opinion toujours divisée, peut-être pas encore formée

⇒ 50% des Français sont favorables « *à ce que la France participe à des bombardements aériens contre les islamistes en Irak, dans le cadre d'une coalition avec notamment les Etats-Unis* », contre 49% opposés.

➤ Les mouvements sont faibles depuis la semaine dernière (47/50), signe que **l'annonce des premiers raids n'a pas encore cristallisé l'opinion**. Les premiers éléments marquants qui seront perçus, dans un sens ou dans l'autre, pourraient faire pencher la balance de l'opinion.

Adrien ABECASSIS